Burundi : le parti présidentiel remporte des législatives boycottées par l'opposition

@rib News, 07/07/2015 â€“ Source AFP Le parti au pouvoir au Burundi a largement remportÃ© les lÃ©gislatives boycottÃ©es par l'opposition et dÃ©criÃ©es par la communautÃ© internationale compte tenu de la grave crise politique nÃ©e de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat. Le CNDD-FDD a remportÃ© 77 des 100 siÃ¨ges en jeu dans les urnes et l'UPRONA, un parti alliÃ©, a dÃ©crochÃ© deux siÃ¨ges. La coalition d'opposition des IndÃ©pendants de l'Espoir, menÃ©e par les opposants Agathon Rwasa et Charles Nditije, a quant Ã elle obtenu 21 siÃ¨ges, a annoncÃ© mardi Pierre Claver Ndayicariye (photo), prÃ©sident de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CÃ‰NI).

Pour respecter un savant Ã©quilibre prÃ©vu dans la Constitution en terme de reprÃ©sentation ethnique (Hutu et Tutsi) et de paritÃ© hommes-femmes, des dÃ©putÃ©s devront cependant Ãªtre cooptÃ©s, ce qui portera le nombre total de siÃ¨ges Ã 121 dont 86 iront en thÃ©orie au CNDD-FDD, 30 aux IndÃ©pendants de l'Espoir, 2 toujours Ã l'UPRONA et 3 Ã l'ethnie twa (ultra-minoritaire). La Constitution prÃ©voit que l'AssemblÃ©e nationale comprenne 60Â % de Hutu (environ 85Â % de la population) et 40Â % de Tutsi (environ 15Â %), ainsi que 30Â % de femmes. Avant mÃªme la publication des rÃ©sultats, l'ONU avait mis en doute leur validitÃ©. Comme la quasi-totalitÃ© de la communautÃ© internationale, elle rÃ©clamait un report des scrutins lÃ©gislatifs et communaux qui ont ouvert le 29 juin les Ã©lections gÃ©nÃ©rales burundaises. La prÃ©sidentielle, d Pierre Nkurunziza briguera un troisiÃ¨me mandat, est prÃ©vue le 15 juillet. Ã€ l'issue de ces premiers scrutins, l'opposition avait ouvertement dÃ©noncÃ© une Â«mascarade Ã©lectoraleÂ» et des fraudes massives. Les rÃ©sultats proclamÃ©s mardi s d'ailleurs trÃ¨s thÃ©oriques, la coalition des IndÃ©pendants de l'Espoir ayant boycottÃ© le scrutin. La CÃ‰NI, qui a Ã©galem fait Ã©tat d'une participation de 74Â %, leur a attribuÃ© des siÃ¨ges, affirmant n'avoir jamais reÃ§u de requÃªte formelle demandant le retrait de ces candidats. Â«Nous rejetons les rÃ©sultats, car les lÃ©gislatives et les communales n'Ã©taient pas crÃ©diblesÂ», a rÃ©pliquÃ© M.Â Rwasa. Il a demandÃ© l'organisation d'un nouveau vote en mÃªme temps que la prÃ©sidentielle qui, selon lui, devrait aussi Ãªtre repoussÃ©e au 30 juillet comme l'ont recommandÃ© les chefs d'Ã‰tat de la CommunautÃ© est-africaine (EAC) lundi en sommet. Se disant au contraire Â«satisfaitÂ» de ces rÃ©sultats, ponctuant des Ã©lections organisÃ©es dans Â«de bonnes conditionsÂ», le prÃ©sident du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, a appelÃ© les opposants Ã revenir sur leur dÃ©cision et Ã occuper leurs siÃ¨gesÂ : Â«Des gens se sont dÃ©placÃ©s pour voter en leur fave il faut qu'ils viennent par respect pour les Ã©lecteursÂ». Â«Pas confianceÂ» en MuseveniÂ L'opposition et la communautÃ© internationale - ONU, mais aussi EAC, Union africaine, Union europÃ©enne ou encore Ã‰tats-Unis - jugeaient les conditions impropres Ã la tenue des Ã©lections fin juin. Tous dÃ©nonÃ§aient un problÃ¨me d'insÃ©curitÃ©, des intimidations et un manq de pluralisme politique. La crise burundaise est nÃ©e de l'officialisation fin avril de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, jugÃ© anticonstitutionnel, mais aussi contraire Ã l'Accord d'Arusha qui a permis de mettre fin Ã la longue guerre civile burundaise (1993-2006, quelque 300Â 000 morts). L'annonce de cette candidature a suscitÃ© un mouvement populaire de contestation violemment rÃ©primÃ© par la police. Au moins 70 personnes sont mortes depuis le dÃ©but de la crise et 158Â 000 Burundais ont fui dans les pays voisins. La communautÃ© internationale, et en particulier les pays de la rÃ©gion, qui a connu son lot de guerres, massacres et flots de rÃ©fugiÃ©s ces deux derniÃ¨res dÃ©cennies, s'inquiÃ¨te d'un retour de la violence Ã grande Ã©chelle au Burundi. Lundi, les dirigeants de l'EAC ont non seulement demandÃ© au Burundi de reporter la prÃ©sidentielle, mais aussi dÃ©signÃ© le prÃ©sident ougandais Yoweri Museveni comme nouveau mÃ©diateur dans cette crise. Le pouvoir burundais, qui a jusqu'ici systÃ©matiquement refusÃ© tout nouveau report en arguant d'un risque de vide institutionnel - le mandat de Pierre Nkurunziza s'achevant le 26 aoÃ»t - n'a pas encore officiellement rÃ©agi Ã cette demande de glissement du calendrier Ã©lectoral. L'opposition a, elle, d'ores et dÃ©jÃ rÃ©cusÃ© le chef de l'Ã‰tat ougandaisÂ : Â«On ne fait pas confiance Ã la mÃ©diation de M.Â MuseveniÂ», a Agathon Rwasa, estimant que cette mÃ©diation avait Ã©tÃ© dÃ©crÃ©tÃ©e par un sommet a minima. Seuls deux chefs d'Ã‰t cinq y ont participÃ©.